Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 41 (2004)
Heft: 1599

Rubrik: Forum

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La Suisse et l'Union européenne: l'élargissement oublié ?

Almut Bonhage
Secrétaire générale du NOMES

Alors que le premier mai 2004 l'UE s'élargit à dix nouveaux membres, la Suisse est toujours spectatrice. Pensons-nous vraiment pouvoir défendre efficacement de cette façon nos intérêts en Europe?

Durant les quinze dernières années, le continent européen s'est profondément modifié. Les pays membres de l'UE ont eu, au début des années nonante, le courage et sans doute l'audace de tendre la main aux pays de l'ex-bloc soviétique en leur promettant l'intégration dans la communauté. En même temps, ils formulaient l'objectif ambitieux de ne pas seulement élargir l'UE mais également de l'approfondir. Ce fut le début d'un processus de réforme des institutions européennes, qui culminera avec l'adoption de la Constitution européenne, vraisemblablement encore durant la présidence irlandaise, donc avant fin 2004. Malgré les crises, les divergences d'opinions et tous les autres obstacles qui restent à surmonter, on ne peut pas nier que le processus d'intégration européen progresse continuellement et de manière irréversible. L'Europe prend corps. L'UE se rapproche un peu plus de son idéal: créer, du Portugal à la Lettonie, un espace de paix, de stabilité et de prospérité. Et la Suisse? Elle joue malheureusement un rôle peu glorieux. Elle observe passivement l'UE poser les jalons historiques d'une grande Europe. De manière plus polémique on pourrait même la décrire comme une profiteuse.

Efforts communs

Outre cette dimension historique des développements actuels, l'élargissement de l'UE doit également être analysé d'une manière plus pragmatique. La vision d'une Europe unifiée est porteuse de beaucoup d'espoirs. Elle comporte néanmoins aussi des risques. Dans tous les pays membres, le scepticisme domine quant à la répétition du succès des précédentes intégrations de nouveaux venus. En effet, après leur entrée dans l'UE, l'Espagne, l'Irlande, la Grèce, mais aussi la Finlande, ont connu un boum économique fulgurant grâce aux réformes et au soutien du Fonds de cohésion, les mettant ainsi rapidement au niveau européen. Pour l'élargissement à l'Est, seule une partie des moyens mis à disposition alors est disponible et la différence de niveau de vie entre certaines régions et la moyenne européenne est immense. Tous les experts affirment que les effets positifs ne se feront sentir qu'à moyen ou long terme. L'UE - pensée il y a cinquante ans pour six membres - menace simultanément de devenir inefficiente avec vingt-cinq membres.

Dès lors l'absence d'euphorie suscitée par l'élargissement imminent n'étonne personne. Pour assurer le succès du projet d'élargissement et d'approfondissement de l'UE, des efforts importants seront nécessaires. Les gouvernements des pays membres doivent lutter pour assurer la compréhension et le soutien de leurs populations au projet européen. Néanmoins, malgré tout le scepticisme et toutes les précautions, personne ne met en doute la justesse d'un élargissement de l'UE aux pays de l'ex-bloc soviétique. Et en Suisse?

Objectivement, la Suisse a également intérêt à ce que ce projet réussisse. La Suisse entretient des liens tellement étroits avec les pays de l'UE que leur avenir dicte le nôtre. Pourtant aucune voix ne s'élève pour affirmer que notre pays peut et doit contribuer à l'aboutissement de ce projet. Au contraire, la question d'une adhésion ne serait envisageable qu'une fois la cohabitation à vingt-cinq absorbée par l'UE.

Le NOMES comme moteur du débat sur l'adhésion

Face à ce contexte historique, la politique européenne du Conseil fédéral, partagé sur la question, semble non seulement lâche mais également irresponsable. Dans son programme de législature, il repousse la décision au sujet de la reprise des négociations sur l'adhésion à plus tard. Durant les quatre prochaines années, il est uniquement prévu de rédiger des rapports et de tirer les leçons des accords bilatéraux en vigueur. Le Conseil fédéral paralyse le débat dans l'ensemble du pays. Le même cas de figure se présente dans les partis bourgeois: le seul dénominateur commun est le soutien aux bilatérales II qui devraient pouvoir être conclues prochainement. La question concernant la possibilité de défendre nos intérêts en Europe, tout en restant en dehors de l'UE, est soigneusement évitée.

Le «Nouveau mouvement européen suisse» (NOMES) prend ici la relève. Lorsque les partis se retirent de la politique en matière d'adhésion à l'Europe, notre tâche est de rompre le silence que s'impose la Suisse. Avant les élections, nous avons demandé à chaque candidat et à chaque candidate sa position sur l'UE. Nous avons ainsi distingué ceux qui sont favorables à une adhésion par la désignation «label europe» afin que leur position soit transparente pour les électeurs. Nous mobilisons actuellement les partisans à une adhésion par le «Manifeste pour l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'UE» qui peut être signé sur la page web: *www.europe.ch/adhesion*. Le but est de récolter 50 000 signatures.

Il est temps qu'un vaste mouvement de soutien à l'adhésion émerge, afin que la Suisse n'hésite plus à prendre sa place à la table de la famille européenne. Il est temps d'arrêter de rêver à une souveraineté non partagée et d'ouvrir les yeux sur la réalité qui nous entoure. La Suisse doit avoir son mot à dire, là où sont prises les décisions concernant l'Europe tout entière, nous y compris. C'est-à-dire à Bruxelles, dans les différents organes de l'UE. ▪

Les opinions exprimées dans la rubrique Forum n'engagent pas la rédaction de DP.

Traduit de l'allemand par Carole Faes